

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société AGRÉGATS DU CENTRE
Commune de Trumilly**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment livres Ier et V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine Séguin en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2001 autorisant la société SIFRACO à exploiter une carrière de sable sur le territoire communal de Trumilly ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2018 modifiant les conditions de remise en état de la carrière et prolongeant la durée d'autorisation d'exploiter ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé de changement de raison sociale de 2009 au profit de la société SIBELCO ;

Vu la demande formulée le 4 octobre 2023 par la société AGRÉGATS DU CENTRE en vue de reprendre l'exploitation de la carrière de Trumilly ;

Vu la demande formulée le 13 février 2024 par la société AGRÉGATS DU CENTRE en vue de prolonger la durée d'exploitation de la carrière de Trumilly ;

Vu le rapport et les propositions du 18 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 2024 ordonnant le déroulement d'une Participation du Public par Voie Électronique (PPVE) afin de se prononcer sur la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière exploitée par la société AGRÉGATS DU CENTRE sur le territoire de la commune de Trumilly ;

Vu l'absence d'observation enregistrée pendant la durée de cette PPVE ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire communiqué à l'exploitant par courriel le 22 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observation formulée par le demandeur sur ce projet ;

Considérant ce qui suit :

1. la société SIBELCO est autorisée à exploiter une carrière de sable sur la commune de Trumilly jusqu'au 27 août 2024 ;
2. cette activité est classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
3. le changement d'exploitant des carrières est soumis à autorisation préfectorale en application du 2° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;
4. la société AGRÉGATS DU CENTRE a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant le 4 octobre 2023, afin d'exploiter les installations actuellement exploitées par la société SIBELCO ;
5. les éléments fournis par la société AGRÉGATS DU CENTRE sont suffisants pour établir ses capacités techniques et financières ;
6. les montants des garanties financières ont été actualisés selon les modalités en vigueur ;
7. il y a lieu, en conséquence, d'autoriser le changement d'exploitant dans les formes prévues aux articles R. 516-1 et R. 181-45 du Code de l'environnement ;
8. la société AGRÉGATS DU CENTRE a déposé le 13 février 2024 une demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière de Trumilly de six ans ;
9. aux termes de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la Préfète peut autoriser la modification apportée par l'exploitant à une installation classée, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ;
10. la prolongation sollicitée par la société AGRÉGATS DU CENTRE de la durée d'exploitation de la carrière de Trumilly ne présente aucun effet négatif aggravé ou nouveau pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et permet de continuer l'exploitation de la carrière le temps de présenter une nouvelle demande d'autorisation environnementale ;
11. la demande a pris en compte les impacts potentiels de l'exploitation ;
12. cette demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière ne présente pas de modification des conditions d'exploitation ni de remise en état de celle-ci ;
13. les éléments fournis par la société AGRÉGATS DU CENTRE permettent de considérer que cette demande de modification n'est pas substantielle ;
14. il convient donc, pour accéder à la présente demande de la société AGRÉGATS DU CENTRE, d'acter par arrêté préfectoral complémentaire la modification sollicitée ;
15. la société AGRÉGATS DU CENTRE a pris des engagements dans le dossier de demande susvisé, particulièrement la constitution de garanties financières pendant toute la durée d'exploitation de la carrière afin de permettre, s'il y a lieu à tout moment, la remise en état du site ;
16. selon l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, sur proposition de l'inspection des installations classées, la Préfète peut fixer par arrêté des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code rend nécessaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1er :

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2018 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

La société AGRÉGATS DU CENTRE, dont le siège social est situé 34 route de la Guerche - 18320 - Cours-les-Barres, est autorisée à exploiter la carrière de sable sur la commune de Trumilly. jusqu'au 27 août 2030.

Le site est localisé aux lieux-dits « La Muette », « Chaversy », « Au-Dessus de Chaversy », « Gorge Saint Benoît » et « L'Arbre Flobert » correspondant aux parcelles cadastrées n° 2 à 5, 36 à 38, 42 à 45, 47, 49, 50, 53, 59, 60 et 122 à 130 de la section E de la commune de Trumilly.

Le plan de phasage est présenté en annexe du présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, dans la limite des droits d'extraction dont est titulaire le bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicable à l'installation.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2018 et celles de l'article II.5.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 27 août 2001 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant constitue des garanties financières afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.

Le montant des garanties financières applicables est défini selon la méthode forfaitaire de l'arrêté ministériel du 9 juillet 2004 en prenant en compte un indice TP 01 de 129,6 (valeur du mois de janvier 2024 parue au JO le 22 mars 2024) et un taux de TVA de 20 %.

Le montant est défini par période quinquennale comme suit :

Phase	S 1 (emprise des infrastructures)	S 2 (surface maximale en chantier)	S 3 (surface de talus à réaménager)
1 : octobre 2023 – août 2024	0	6,664	1,177
2 : août 2024 – août 2029	0	6,664	1,177

Le montant des garanties financières constituées lors de la remise en exploitation faisant l'objet de la présente décision est de :

Phase	Indice TP 01 initial	TVA	Montant TTC
1 : octobre 2023 – août 2024	129,6	20 %	346 856 €
2 : août 2024 – août 2029			

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès de la Préfète dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce, dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Trumilly pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Trumilly fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de la commune de Trumilly, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **26 JUL. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société AGRÉGATS DU CENTRE

Monsieur le Maire de la commune de Trumilly

Madame le Sous-préfet de Senlis

Monsieur le Directeur de la direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

ANNEXE : PLAN DE PHASAGE :

